

Maître d'ouvrage	INRIA 615 rue du jardin botanique 54600 VILLERS LES NANCY
Maitre d'œuvre	ATFE Ingénierie 153 Rue André BISIAUX 54 320 MAXEVILLE
Opération	VENTILATION DES LOCAUX BUREAUX ET CLIMATISATION DES LOCAUX TECHNIQUES DU BATIMENT C de l'INRIA NANCY

PRO – Lot n°2 Plâtrerie

Date de rédaction

Février 2025

SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1. OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	4
1.2. PRESCRIPTIONS SPECIFIQUE AU PRESENT LOT	4
1.3. SPECIFICITES DU CHANTIER.....	5
2. REGLES GENERALES :	6
2.1. PRESENTATION DU PROJET :	6
2.2. ETENDUE DES OUVRAGES :.....	7
2.3. DOCUMENTS DE BASE POUR LA CONSULTATION DES ENTREPRISES :	7
2.4. PROPOSITION A ETABLIR PAR L'ENTREPRISE :	7
3. REGLES TECHNIQUES GENERALES	8
3.1. CADRE DU PROJET.....	8
3.2. CARACTERES DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR :	8
3.3. REFERENCES AUX REGLES ET AUX NORMES EN VIGUEUR OU AUX NORME TECHNIQUEMENT EQUIVALENTES :	9
3.4. QUALITÉ DES PRODUITS	9
3.5. TRAVAUX ACCESSOIRES À LA CHARGE DE L'ENTREPRISE	10
3.6. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES	10
3.7. SPÉCIFICATIONS DIVERSES.....	11
3.8. CONDITIONS PARTICULIERES.....	12
3.9. DÉMARCHES ET VÉRIFICATIONS.....	12
3.10. PÉRIODE DE PRÉPARATION.....	12
3.11. PROTECTION DES OUVRAGES.....	13
3.12. QUALITÉ DE LA RÉALISATION	13
3.13. DOCUMENTS DE BASE	13
3.14. CONDITIONS DU MARCHÉ.....	13
3.15. NOTES DE CALCULS ET PLANS D'EXÉCUTION.....	13
3.16. CONTRÔLE AVANT EXÉCUTION.....	14
3.17. CONTRÔLE APRÈS EXÉCUTION.....	14
3.18. DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE).....	14
3.19. CHOIX DES COLORIS	14
3.20. PRÉSENTATION DES ÉCHANTILLONS.....	14
3.21. MAINTIEN EN L'ÉTAT	15

3.22. INFORMATION DU PERSONNEL D'EXPLOITATION.....	15
3.23. GARANTIE	15
3.24. NETTOYAGE DU CHANTIER.....	15
3.25. LIMITES DES PRESTATIONS	16
 4. DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS	 17
4.1. PREAMBULE	17
4.2. INSTALLATION DE CHANTIER	17
4.3. DEPOSES ET AMENAGEMENTS DES INSTALLATIONS EXISTANTES	17
4.4. DIVERS	18
 5. PSE02 : Remplacement par faux plafond acoustique.....	 18

1. GENERALITES

1.1. OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux soumis au présent CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES ont pour objet la mise en place d'installation de ventilation dans les locaux bureaux et d'installation de climatisation dans les locaux techniques du bâtiment C.

La consistance des travaux est précisée à l'intérieur du descriptif du présent lot.

Le descriptif est un complément aux pièces graphiques établies par le maître d'œuvre.

1.2. PRESCRIPTIONS SPECIFIQUE AU PRESENT LOT

L'entrepreneur prendra connaissance du Cahier des Clauses Générales et des prescriptions techniques particulières concernant les fournitures et travaux de main-d'œuvre.

L'entrepreneur adjudicataire d'un lot prendra connaissance du CCTP et de toutes les pièces graphiques propres. En effet, il ne saurait être admis qu'en cours de travaux, l'entrepreneur argue une insuffisante connaissance du site et des travaux.

L'entrepreneur est donc réputé avant la remise de son offre :

- Avoir pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, de stockage des matériaux, d'énergie électrique, de l'eau, de l'installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées)
- Les prix annoncés sur le devis quantitatif s'entendent toutes dépenses incluses jusqu'à un complet achèvement des travaux ou installations, y compris éventuellement les heures supplémentaires, heures de nuit, de week-end...

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs, ainsi que des modifications qui entraîneraient l'oubli ou l'inobservation de ces clauses. Si des modifications intéressant les prescriptions ci-après sont envisagées en cours de chantier, le BET devra être informé par courrier particulier. L'accord du BET ne pourra être considéré comme acquis que par écrit.

Le présent CCTP comprend tous les travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages en conformité avec toutes les pièces du marché. Le CCTP représente le minimum des obligations dues par l'entrepreneur.

1.3. SPECIFICITES DU CHANTIER

Les personnels de l'entreprise doivent posséder un badge comportant le nom de l'entreprise, de la personne et sa photographie.

Les entreprises doivent prévenir de leur intervention, la direction du service technique de l'INRIA, au moins 48 heures ouvrables avant la livraison ou l'intervention. Elles doivent mettre en place tous les dispositifs, tant pour la livraison que pour les travaux d'installation, permettant un travail en toute sécurité.

Consistance des travaux

Les travaux étant à effectuer dans un bâtiment en site occupé, l'entreprise veillera à ne pas gêner le fonctionnement des services contigus aux zones de travaux, aux maintiens propres des zones contiguës aux travaux.

L'entreprise devra respecter les horaires de travail des différents services, à cet effet les travaux pourront être réalisés en dehors des horaires de travail des services, les prix remis par l'entreprise en tiendront.

Rappel aux entreprises

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions de sécurité pour satisfaire aux exigences du règlement en vigueur, en particulier l'article GN 13 du règlement de sécurité incendie, du bon sens visant à assurer les sécurités des personnes sur le chantier **et toutes sujétions dues à une activité de recherche qui sera une contrainte de travail.**

L'entrepreneur devra respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer **la sécurité des personnes prévues à l'article R 123-3 du code de la construction et de l'habitation.**

Il devra aussi respecter **toutes les procédures mises en place dans l'établissement se rapportant aux mesures de sécurité et d'hygiène** (exemple : protection contre la diffusion de la poussière, balisage sur les zones en travaux ou attenantes, etc...)

2. REGLES GENERALES :

2.1. PRESENTATION DU PROJET :

Les bureaux concernés par le projet sont actuellement traités par de la ventilation naturelle. Ils se situent au RDC et R+1. Le contrôle des températures des locaux serveurs et de la préparation froide est assurée par les installations techniques desservies en eau glacée à partir des deux groupes froids du bâtiment C ; Ces deux groupes froid en période hivernale, fonctionnent uniquement pour les besoins en froid des locaux techniques demandant un contrôle des températures ambiantes

Le présent projet consistera en :

- La mise en place de ventilation mécanique double-flux avec récupération dans les bureaux concernés, tout en assurant l'apport d'air neuf réglementaire dans les locaux avec un air filtré et une température contrôlée
- La mise en place de rafraichissement pour permettre l'arrêt des groupes froids en période hivernale

Localisation du projet :

L'INRIA se situe au 615 Rue du Jardin-Botanique à Villers-lès-Nancy (54600)



2.2. ETENDUE DES OUVRAGES :

Les travaux du lot plâtrerie concernent les prestations suivantes :

- Dépose faux-plafond
- Pose faux-plafond
- Création soffites en faux-plafond démontable 600x600

Cette liste n'est en aucun cas exhaustive et est à compléter dans tous les cas par l'Entrepreneur de façon à obtenir un ouvrage parfaitement et entièrement fini.

2.3. DOCUMENTS DE BASE POUR LA CONSULTATION DES ENTREPRISES :

Pour l'établissement de leur proposition, les entreprises auront à leur disposition les documents suivants :

- Les documents administratifs du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) avec quantités
- Les plans techniques annexés au présent CCTP, à savoir pour le bâtiment :
 - o V-ex01 : Plan existant Ventilation Niveau 1 1/200^e
 - o V-ex02 : Plan existant Ventilation Niveau 2 1/200^e
 - o V-N1-01: Plan projet Ventilation Niveau 1 - Bloc 020 1/75^e
 - o V-N1-02: Plan projet Ventilation Niveau 1 - Bloc 030 1/75^e
 - o V-N1-03: Plan projet Ventilation Niveau 1 - Bloc 040 1/75^e
 - o V-N2-01: Plan projet Ventilation Niveau 2 - Bloc 120 1/75^e
 - o V-N2-02: Plan projet Ventilation Niveau 2 - Bloc 130 1/75^e
 - o V-N2-03: Plan projet Ventilation Niveau 2 - Bloc 140 1/75^e

2.4. PROPOSITION A ETABLIR PAR L'ENTREPRISE :

Dans la remise de sa proposition, l'entreprise devra fournir les documents suivants :

- Les documents administratifs du DCE
- Le CDPGF suivant le cadre remis et son annexe obligatoirement renseignée
- Les marques et types des produits proposés pour répondre aux objectifs définis
- La liste des travaux à réaliser par les autres corps d'état, dans le cadre d'interfaces d'ouvrages, pour ceux qui diffèreraient du présent document.

L'offre de l'entreprise sera rejetée pour non-conformité, en cas de non-respect des documents à remettre, d'insuffisance dans les documents remis (prix unitaires) si l'offre n'est pas présentée suivant le cadre CDPGF joint au présent CCTP.

L'Entreprise devra obligatoirement répondre à la solution de base et aux options du programme, avant de proposer des variantes libres proposées au CDPGF.

3. REGLES TECHNIQUES GENERALES

Toutes les règles et Normes citées ci-après sont réputées pouvoir être remplacées par des normes techniquement équivalentes de la Communauté Européenne ou des Pays constituant cette Communauté Européenne.

3.1. CADRE DU PROJET

Le présent document a pour objet la définition du projet et de préciser les principes envisagés pour la réalisation des installations.

Les dispositions décrites dans le présent CCTP sont à considérer comme solution de base et devront être chiffrées obligatoirement par l'Entreprise en respectant les qualités minimales souhaitées dans la sélection du matériel préconisé.

Tout changement de produit devra faire l'objet d'une mention particulière, avec obligation de qualité et de performance au moins égale.

Les soumissionnaires ont toute latitude de proposer en variante toutes solutions ou principes qui leur semblent mieux adaptés à la construction ou au résultat recherché.

Toute variante qui ne sera pas accompagnée d'une notice énumérant les quantités, qualité et marque des appareils proposés ne sera pas prise en considération.

Les variantes seront chiffrées à part ; elles feront l'objet d'une notice explicative permettant d'apprécier efficacement la valeur des propositions. Dans tous les cas, cette notice fera ressortir les avantages économiques d'installation ou d'exploitation en parfaite conformité avec les clauses prévues au présent CCTP et en particulier les documents de références, les bases de calcul, et les limites de prestations.

3.2. CARACTERES DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR :

L'Entreprise doit des installations complètement terminées, dans tous les détails et exécutées conformément aux règles de l'art.

Le présent document a pour objet de renseigner l'Entreprise sur la nature et sur l'importance des travaux à réaliser, mais il est spécifié que les dispositions du présent document n'ont pas un caractère limitatif.

L'Entreprise vérifiera sous sa propre responsabilité les indications mentionnées au présent document et les complètera par tous les moyens à sa convenance : **visite des lieux obligatoire**, examen des lieux, renseignements pris auprès du maître d'œuvre. Afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des travaux et installations nécessaires à un complet achèvement des travaux de son lot.

Au moment de la remise de son offre, l'entrepreneur devra avoir une parfaite connaissance des conditions de raccordement.

Le prix forfaitaire auquel les installations seront traitées ne pourra en aucun cas être majoré en vue d'améliorer les conditions de satisfaction relativement à l'exploitation de ces installations ou à leur conformité aux prescriptions réglementaires.

L'installateur est responsable et doit la réparation des dommages de toutes natures pouvant résulter de l'installation de son matériel. Il est seul responsable de tout accident aux personnes et aux biens.

Les travaux étant à effectuer dans un bâtiment occupé, les entreprises veilleront à ne pas gêner le fonctionnement des services contigus aux zones de travaux, aux maintiens propres des zones contiguës aux

travaux et utiliseront les installations de chantier spécifiques mises à leur disposition pour l'accès à la zone de chantier.

L'installation du prestataire devra assurer une parfaite coordination avec les autres corps d'états de manière à assurer une exécution parfaite des ouvrages.

3.3. REFERENCES AUX REGLES ET AUX NORMES EN VIGUEUR OU AUX NORME TECHNIQUEMENT EQUIVALENTES :

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des DTU et normes françaises, cahiers des charges du CSTB, décrets, arrêtés, circulaires, etc. qui régissent la construction faisant l'objet du marché en vigueur à la date d'établissement de document.

La réglementation en matière d'hygiène et sécurité dans les établissements recevant du public sera appliquée et notamment les arrêtés du 25 juin 1980 et du 4 avril 1982 relatif aux établissements d'enseignement. Le projet devra être en accord avec :

- Le code de la construction et de l'habitat,
 - Le code de l'urbanisme,
 - Le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public,
 - La réglementation thermique en vigueur.
 - Le code du travail (ATEX).
 - Les recommandations de l'INRS.
 - Le règlement sanitaire départemental
 - Les installations électriques satisferont à :
 - Normes européennes et françaises,
 - Au décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.
-
- DTU 20.1 : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments;
 - DTU 25.1 : Travaux d'enduits intérieurs en plâtre;
 - DTU 25.221 : Plafonds constitués par un enduit armé en plâtre ;
 - DTU 25.222 : Plafonds fixés - Plaques de plâtre à enduire ;
 - DTU 25.231 : Plafonds suspendus en éléments de terre cuite;
 - DTU 25.232 : Plafonds suspendus - Plaques de plâtre à enduire ;
 - DTU 25.31 Ouvrages verticaux en plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre ;
 - DTU 25.41 : Ouvrages en plaques de parement de plâtre ;
 - DTU 25.42:Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches, plaques de parement en plâtre-isolant
 - DTU 58.1 - Mise en œuvre de plafonds suspendus en matériaux fibreux d'origine minérale, en panneaux dérivés du bois et en métal

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non normalisés mis en œuvre, doivent faire l'objet d'un avis technique ou d'une enquête spécialisée et bénéficier d'un classement en risque normal de l'A.F.A.C.

3.4. QUALITÉ DES PRODUITS

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

3.4.1. Marquage NF

Dans les gammes de matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification NF, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification à la marque NF ou équivalent. Tous les matériaux et produits concernés devront comporter un marquage normalisé avec les indications exigées.

3.4.2. Produits certifiés

Plâtrerie :

Dans les gammes de matériaux et fournitures ayant fait l'objet d'une certification, il ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de cette certification.

Ces matériaux et fournitures certifiés 1993 sont les suivants :

- Plaques de parement en plâtre : n° 01.47 ;
- Produit de traitement de joints entre plaques de parement en plâtre : n° 09.30 ; Complexes et sandwichs de doublage isolant : n° 09.20 ;
- Mortiers adhésifs de pose de complexes plaques de plâtre isolant : n° 09.31.

Toutes les pièces accessoires, visseries, etc. devront avoir été traitées contre l'oxydation par galvanisation, électro-zinguage, anodisation ou autre selon le cas.

Tous les matériaux d'isolation devront bénéficier d'un Avis Technique et Certification ACERMI spécifiant qu'ils sont admis pour l'usage auquel ils sont prévus.

Les isolants thermiques font d'autre part l'objet des Normes suivantes:

- NF B 20-001 et 109 ainsi que P 75-101 et 102.

3.5. TRAVAUX ACCESSOIRES À LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

Pour la réalisation de ses travaux, l'Entreprise aura à sa charge les prestations générales et accessoires suivantes :

- L'enlèvement de tous les gravats pendant les travaux,
- Les percements dans les murs et cloisons tous diamètres après accord bureau d'études structures
- Les rebouchages des percements et saignées avec des matériaux identiques et compatibles aux supports
- la protection contre l'oxydation de toutes les pièces métalliques
- Le nettoyage de toutes les parties de l'installation
- la main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais et réglages
- L'instruction du personnel d'exploitation et d'entretien
- Les servitudes dues à l'intervention dans des locaux existants et exploités
- Tous les engins de manutention- Plates-formes, échafaudages, échelles, nécessaires aux transports et mise en place des installations du présent lot,

3.6. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

3.6.1. Prescriptions communes

Coordination avant et pendant les travaux.

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra :

- remettre aux autres Entreprises intéressées, par l'intermédiaire du Maître d'Œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider les dites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

En complément aux prescriptions des DTU, l'Entrepreneur sera tenu :

- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

Les travaux comprendront implicitement tous ouvrages principaux et accessoires nécessaires quels qu'ils soient, tant en ce qui concerne les ossatures, suspentes, fixations, etc, que les plafonds proprement dits et les ouvrages de finition.

3.6.2. Ossatures, suspentes, fixations

Pour tous les plafonds de tous types, l'Entrepreneur du présent lot devra l'exécution de tous ouvrages nécessaires à la réalisation des ossatures de fixation et de pose. Ces ossatures comprendront tous les éléments utiles en fonction du type de plafond et de la nature du support.

L'Entrepreneur déterminera la disposition et les sections des différents éléments de l'ossature en fonction des portées, du type de plafond, de la nature du revêtement, des surcharges dues à l'appareillage électrique ou autres, etc, de manière à assurer dans tous les cas une tenue parfaite des plafonds et à donner toutes garanties de sécurité.

Toutes les fixations des éléments de l'ossature sur le support seront à la charge du présent corps d'état.

Sur des supports en béton, ces fixations se feront soit par clouage pointe acier, soit par tout autre moyen efficace à faire agréer par le Maître d'Œuvre.

Tous les éléments de l'ossature et ceux des suspentes et des fixations en métal ferreux devront avoir été traités contre la corrosion, soit par galvanisation à chaud, soit par métallisation au zinc, ou être en métal inoxydable.

3.7. SPÉCIFICATIONS DIVERSES

3.7.1. État de livraison des faux plafonds

Dans aucun cas, la fixation, quelle qu'elle soit, ne devra être visible sur le faux plafond fini. Dans le cas où le projet comporte des joints de dilatation, ceux-ci devront impérativement être respectés et le passage de ces joints devra être conforme aux prescriptions du Cahier des Charges du D.T.U. 58.1, art. 3.5, suivant le ou les types d'ossatures prévus.

Les faux plafonds devront être livrés pour la réception, dans un état absolument irréprochable et il ne sera toléré aucune tache, souillure, épaufure de rive, empreintes ou autres défauts susceptibles de nuire à l'aspect final.

Tout élément présentant l'un de ces défauts sera immédiatement à remplacer aux frais de l'Entrepreneur du présent lot.

3.7.2. Sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état

L'Entrepreneur du présent lot aura à sa charge, sans supplément de prix, toutes les sujétions d'exécution imposées par les impératifs des autres corps d'état, notamment :

- toutes façons de trappes ou volets amovibles ou autres parties de revêtement démontable, pour permettre l'accès aux robinets, tuyauteries, boîtes de dérivations, etc...,
- tous percements et découpages pour passage de tuyauteries, gaines, bouches de ventilation contrôlée ou de soufflage, etc...,
- tous découpages pour mise en place d'appareils d'éclairage ou autres encastrés dans les faux plafonds.

3.7.3. Ossatures pour équipements techniques

Sauf spécifications contraires explicites ci-après, les équipements techniques tels que : appareils de conditionnement d'air, installations de canalisations fluides, appareils d'éclairage, etc., seront désolidarisés avec les faux plafonds.

3.7.4. Sécurité contre l'incendie

Les éléments constitutifs des faux plafonds suspendus et les matériaux de revêtement en plafond doivent être classés M1 ou M0. Aucune matière moyennement ou facilement inflammable ne doit se trouver dans l'intervalle existant entre le faux plafond et le plancher haut support.

3.8. CONDITIONS PARTICULIERES

Préalablement à toute exécution, l'entrepreneur vérifiera les cotes, les implantations et les aplombs.

Le présent lot devra l'implantation et la pose des réseaux.

Les échafaudages (pose et dépose) permettant l'exécution des ouvrages du présent lot, y compris toutes sujétions de hauteur et d'accessibilité, seront dus par le présent lot.

Il pourra être demandé à l'entrepreneur une intervention en plusieurs temps sans que ce dernier ne puisse réclamer une quelconque plus-value.

3.9. DÉMARCHES ET VÉRIFICATIONS

Le présent lot devra toutes les démarches auprès des administrations locales, du Maître d'Œuvre ou du Maître de l'Ouvrage, pour obtenir tous renseignements et autorisations nécessaires aux transports, livraison et stockage.

L'entrepreneur est tenu, sans pouvoir réclamer sur le prix de ses travaux aucune plus-value ou indemnité, de subir les sujétions auxquelles l'obligeront, soit des difficultés d'accès aux lieux, soit des dispositions qui lui seront données dans l'intérêt du bon ordre du chantier ou de la circulation.

Quelle que soit la solution adoptée, les concurrents remettent des propositions comportant des ouvrages entièrement terminés ne nécessitant aucune intervention d'un autre corps d'état.

Si des variantes ou des adaptations sont proposées par l'entreprise, celle-ci doit soumettre ses croquis et plans pour accord au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle avant tout début de travaux.

L'amenée, l'installation, le stockage, la manutention et le repli du matériel sont compris implicitement dans les prix de l'entreprise. Il en est de même pour les études et vérifications préalables ainsi que les études et plans d'exécution

3.10. PÉRIODE DE PRÉPARATION

L'entrepreneur devra fournir, pendant la période de préparation du chantier, ses études et détails d'exécution, chacun de ses plans ou croquis devra recevoir l'approbation du Bureau de Contrôle et du Maître d'Œuvre.

Les plans préciseront les cheminements des réseaux, l'emplacement des ouvrages visitables destinés à la maintenance.

Aucun travail ne pourra débuter avant l'approbation des plans, ceux-ci seront remis dans les délais prescrits.

3.11. PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures de protection nécessaires :

- Envers les ouvrages des autres corps d'état, notamment en béton devant rester bruts de décoffrage, et éviter toute dégradation de ces ouvrages, en particulier toutes projections de liquide, soudure, coups. (Tous travaux qui seraient nécessaires pour éliminer ces dégradations seront à la charge et aux frais de l'entrepreneur du présent lot)
- De ses propres ouvrages contre les dégradations pouvant leur être occasionnées par les autres corps d'état. La finition des travaux comporte le nettoyage des ouvrages et les reprises de peinture après passage des autres corps d'état lors des finitions.

3.12. QUALITÉ DE LA RÉALISATION

Les travaux d'installations de ce lot seront réalisés conformément aux règles de l'Art, en tenant compte des règles particulières au classement de l'immeuble.

Le personnel affecté aux travaux aura une qualification professionnelle en rapport aux tâches qu'il aura à réaliser.

L'Entreprise sera responsable de toutes prestations insuffisamment réalisées par manque de compétence du personnel affecté aux travaux considérés et par méconnaissance des demandes particulières liées au présent CCTP.

3.13. DOCUMENTS DE BASE

A la remise de sa proposition, l'Entreprise devra attirer l'attention du Maître d'Œuvre sur les discordances éventuelles qu'elle aura pu constater dans le dossier de consultation

Par la remise de sa proposition, elle considère avoir fait les correctifs nécessaires pour rendre les documents cohérents entre eux et provisionner les équipements en conséquence.

Il ne sera pas accordé de supplément de prix pour toutes les modifications d'implantations d'un équipement dans un rayon de 4,00 m, par rapport à son implantation d'origine.

3.14. CONDITIONS DU MARCHÉ

Le marché sera traité à "Prix Global et Forfaitaire", y compris toutes sujétions, pour une réalisation en complet et parfait état de marche.

3.15. NOTES DE CALCULS ET PLANS D'EXÉCUTION

Le Dossier de Consultation des Entreprises établi par le Maître d'Œuvre donne les indications utiles, qui serviront de bases suivant les dispositions techniques portées aux plans et pièces écrites.

La mission de Maîtrise d'Œuvre est de type "Mission de base, sans études d'exécution", avec cadre de bordereau CDPGF et quantités.

L'Entreprise aura à sa charge les plans d'atelier et de chantier nécessaires à la réalisation des travaux, tenant compte des interfaces avec les autres corps d'État ainsi que les notes de calculs y afférant et qui justifient le dimensionnement des ouvrages

Par la remise de sa proposition, l'Entreprise est considérée avoir fait les réajustements nécessaires pour l'obtention des résultats énoncés dans les bases de calculs.

L'Entreprise aura à sa charge la sélection des équipements à partir des bases du projet, les plans d'exécutions, plans de chantiers et toutes les notes de calculs.

3.16. CONTRÔLE AVANT EXÉCUTION

Avant exécution des travaux, les plans à la charge de l'Entreprise seront soumis pour examen au Maître d'Œuvre et Bureau de Contrôle.

L'entreprise adjudicataire signalera en temps utile au Maître d'œuvre les répercussions que peuvent entraîner certains travaux ou installations, sur le déroulement général du chantier, précisera les modifications qu'il serait bon d'apporter aux dispositions arrêtées par les corps de métier.

3.17. CONTRÔLE APRÈS EXÉCUTION

Pour la réception des travaux, il sera procédé par le Maître d'Œuvre aux contrôles et vérifications suivants :

- conformité aux règles de l'Art,
- conformité au CCTP,
- conformité aux Normes applicables.

La réception ne pourra être prononcée par le Maître d'Œuvre qu'après complète satisfaction des résultats obtenus, après quoi, elle proposera au Maître de l'Ouvrage de procéder à la réception des travaux. Celle-ci sera prononcée Tous Corps d'État.

3.18. DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE)

À la fin des travaux, le jour de la réception, l'Entreprise devra remettre au Maître d'Œuvre son dossier des ouvrages exécutés en 3 exemplaires, dont 2 reproductibles et un sur support informatique compatible Pdf pour les pièces écrites et AutoCad Dwg pour les pièces graphiques, comprenant :

- les plans de récolement
- les fiches techniques des produits et équipements,

3.19. CHOIX DES COLORIS

Avant mise en place des équipements qui sont visibles, l'Entreprise devra au préalable, soumettre au BET les coloris des produits présentés.

Cette présentation se fera dans un délai compatible avec le planning de réalisation des travaux. Il ne sera pas accordé de supplément de prix pour tout coloris hors standard du fabricant.

3.20. PRÉSENTATION DES ÉCHANTILLONS

Avant réalisation, et à son initiative, l'Entreprise devra soumettre au Maître d'Œuvre tous les produits entrant dans l'installation.

Elle aura la responsabilité et la charge de présenter les échantillons et d'obtenir les accords dans les délais compatibles à l'approvisionnement et l'installation dans le cadre du planning de réalisation des travaux.

Tout matériel installé sans avoir obtenu l'accord préalable pourra être refusé et remplacé dans le cadre du délai du projet.

3.21. MAINTIEN EN L'ÉTAT

Pendant toute la durée des travaux, l'Entreprise aura à sa charge :

- De respecter les prestations des autres entreprises.
Tous dégâts constatés et imputables directement à l'Entreprise feront l'objet de réfections sur son solde
- De maintenir en état de parfaite propreté et de fonctionnement les installations jusqu'à leur réception par le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage.
Tout équipement disparu ou détérioré sera remplacé à la charge de l'Entreprise, dans le cadre du calendrier d'exécution des travaux.

3.22. INFORMATION DU PERSONNEL D'EXPLOITATION

L'Entreprise devra la formation du personnel d'exploitation à l'occasion de la réception des travaux.

Cette formation pourra être effectuée avant ou après la réception des travaux, sur l'initiative du Maître de l'Ouvrage.

3.23. GARANTIE

Se reporter aux prescriptions générales du CCAP, mais pendant la période de garantie, l'Entreprise devra :

Le remplacement de tous les équipements reconnus insuffisants ou défectueux par le Maître d'Œuvre, pendant la durée de la garantie, y compris toutes les sujétions sur les autres ouvrages (reprise, dépose, repose, remise en état)

Les travaux de reprises éventuelles seront réalisés en concertation avec les utilisateurs, et après en avoir obtenu leurs accords sur la période d'intervention et les modalités d'accès au bâtiment.

3.23.1. Réception par le Maître d'Ouvrage

A l'achèvement de la totalité des ouvrages prévus au marché, il sera procédé au récolement contradictoire du matériel pour vérifier que la fourniture est conforme aux spécifications et plans du programme, aux propositions remises par l'adjudicataire, aux règlements et aux règles de l'art

La réception, subordonnée à la remise des documents sera notifiée par procès-verbal fixant la date de mise en service et de départ de la période de garantie. Cette réception s'effectuera suivant les modalités prévues par la norme NFP 03-001

Si les conditions ci-dessus sont remplies, les installations seront réputées avoir rempli les engagements, elles seront alors remises au maître d'Ouvrage aux termes de l'article 1601-2 du Code Civil

3.24. NETTOYAGE DU CHANTIER

Pendant toute la durée des travaux, les gravois et autres décombres en provenance des travaux devront être évacués à la décharge publique au fur et à mesure.

En fin de travaux, pour la réception, l'ensemble du chantier et de ses abords devra être parfaitement nettoyé, tous les gravois, décombres, résidus de chantier, seront évacués à la décharge publique.

Il est à noter qu'une attestation de mise en décharge contrôlée pourra être demandée à l'entreprise.

3.25. LIMITES DES PRESTATIONS

A la charge du présent lot

- Création de Soffite
- Dépose / repose faux-plafond
- Création de trappe pour accès boîtier électrique CTA

A la charge du lot Ventilation

- Les rebouchages de tous les percements et réservations
- Les réseaux de condensats des appareils jusqu'aux réseaux existants
- Les consignations des installations électriques, la dépose des luminaires et bornes Wi-fi
- L'aménagement et la création des installations électriques, de régulation et bus de communication

4. DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS

4.1. PREAMBULE

Les installations de ventilation et climatisation seront créées dans le cadre de la création d'installation de ventilation des locaux bureaux et climatisation des locaux techniques du bâtiment C de l'INRIA NANCY.

L'ensemble des prestations sera réalisé en site occupé avec poursuite de l'activité dans les locaux adjacents à l'opération et en période de vacances estivales (juillet / août 2025).

4.2. INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations de chantier seront à prévoir au titre du présent marché et seront conformes aux spécifications et aux demandes énumérées au PGC et au PPSPS qui sera établi avant le démarrage des travaux.

L'entreprise devra l'ensemble des installations et protections de chantier nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, selon les règles de sécurité.

Le Maître de l'Ouvrage mettra à disposition des entreprises, pour la durée des travaux, des sanitaires. La cafétéria du site est autorisée également pour les entreprises.

Le lot Ventilation mettra à disposition un bungalow vestiaire mobile (6personnes).

4.3. DEPOSES ET AMENAGEMENTS DES INSTALLATIONS EXISTANTES

4.3.1. DEPOSES

La prestation comprend la dépose du faux-plafond en plâtre existant pour mise en place des nouvelles installations aérauliques, le stockage soigneux des plaques pour la remise en place après travaux. Toute dalle abimée devra être remplacée. Les plaques étant fragiles l'entreprise doit prévoir dans son chiffrage une part de remplacement.

Nota : le lot ventilation a à sa charge la dépose des luminaires, bornes Wifi et blocs de secours.

4.3.2. AMENAGEMENTS DES INSTALLATIONS EXISTANTES

4.3.2.1. FAUX-PLAFONDS

Abaissement faux-plafonds

Dans le Bloc C140 situé au R+1, l'abaissement du faux-plafond de la circulation pour permettre la circulation des nouvelles gaines aérauliques :

- reconstitution des faux-plafonds démontables 600x600 déposés initialement, comprenant les dalles 600x600 et l'adaptation de leur supportage.

Localisation : selon plans

Soffites

La création de soffite autour de certaines gaines circulant à l'entrée des bureaux sous la poutre comprend :

- la dépose des faux-plafonds 600x600
- la fixation des soffites
- la fourniture et pose des soffites en plaque de plâtre

- la fourniture et pose des faux-plafonds 600x600



Localisation : selon plans

Finitions : Reprise Placoplatre et peinture à l'identique, goulottes PVC blanches

4.3.2.2. DIVERS

L'entreprise doit la création de trappe dans les plénums de faux-plafond pour accès aux boîtiers électriques de chaque CTA.

4.4. DIVERS

4.4.1. NETTOYAGE

A l'issue des travaux de montage, avant la réception des ouvrages, ses installations et son environnement seront nettoyés soigneusement par l'entreprise.

Les installations de chantier seront repliées et évacuées.

4.4.2. DOE

Fourniture du dossier des ouvrages réalisés en 3 exemplaires avec plans, format informatique notices techniques, notices d'entretien et certificats de mise en œuvre.

5. PSE02 : Remplacement par faux plafond acoustique

Remplacement des faux-plafond 600x600 standard à ossature apparente par faux-plafond 600x600 acoustiques à ossature apparent (même RAL que existant pour uniformisation) de marque Rockfon de type Ekla TH40 ou équivalent y compris renforcement de la structure si nécessaire au niveau des couloirs sous les CTA.

La prestation comprend l'évacuation des éléments déposés qui seront dirigés en décharge contrôlée, un bordereau de suivi des déchets sera à fournir.

Les zones de travaux doivent être nettoyées quotidiennement et les déchets évacués au fur et à mesure.

Position : couloir sous CTA